

## RENCONTRE-DEBAT – QUELLE TRANSITION ENERGETIQUE POUR ET SUR L'ÎLE DE RE

Mardi 30 octobre 2018

---

Je tiens tout d'abord à saluer le CESIR, et son Président, Michel TERRASSON, pour l'organisation de cette rencontre-débat. Le thème que vous avez choisi, la transition énergétique est, sans nul doute, un sujet passionnant dont la déclinaison sur le territoire insulaire le sera tout autant.

Les nombreux débats, échanges, travaux que nous avons eus dans l'Hémicycle, autour de la loi sur la transition énergétique et la croissance verte, étaient porteurs d'espoir. En 2014, la mise en place d'un nouveau modèle énergétique et donc de croissance durable était une chance à saisir.

Trois ans après la promulgation de cette loi, et malgré les nombreuses initiatives qui ont vu le jour sur les territoires, la France ne se trouve pas encore sur une trajectoire qui permettrait d'atteindre les objectifs qu'elle s'était fixée. A la veille du débat pour la seconde période de la programmation pluriannuelle de l'énergie qui doit fixer les feuilles de route énergétiques de la France pour la prochaine décennie ; les émissions de gaz à effet de serre se sont de nouveau accrues ces dernières années, notamment dans les transports ; les objectifs de rénovation des bâtiments existants sont loin d'être tenus ; et la France figure toujours parmi les pays d'Europe les plus en retard dans le déploiement des énergies renouvelables.

Aussi, le premier écueil est de penser la transition énergétique dans un cadre purement national, alors qu'elle n'a pas de frontières. C'est bien une caractéristique française que de centraliser des questions importantes au niveau de l'Etat. Il faut au contraire penser la transition énergétique selon plusieurs échelles, en intégrant sa dimension internationale comme locale. Une approche trop centralisée est un frein, car elle ne permet pas de mobiliser toutes les ressources disponibles. Elle ne prend pas suffisamment en compte ce qui peut être fait au niveau des collectivités territoriales comme au niveau européen.

Autre difficulté majeure, la transition énergétique est encore trop souvent considérée, en France, comme une question d'experts. Cela est en partie dû à notre modèle de production d'énergie, centré autour du nucléaire, qui a longtemps été dominé par le discours des ingénieurs et a laissé peu de place au débat citoyen.

Il faut que la transition énergétique soit portée par un réseau d'acteurs, dans lequel l'Etat n'est qu'un des maillons de la chaîne. Ce réseau doit intégrer des acteurs publics comme privés, avec un maximum d'échanges à toutes les strates de décisions.

Parallèlement, pour que la transition énergétique sorte du débat d'experts, il faut favoriser le débat citoyen. Le conseil économique et social de l'Île de Ré a un rôle central à jouer dans ce domaine, en ce qu'il constitue un appui et un conseil à la décision pour la communauté de communes de l'Île de Ré, comme ce soir, où le fruit de vos réflexions alimenteront les travaux du PLU intercommunal en gestation.



Comment traduire en actions concrètes des orientations relatives aux économies d'énergie, aux solutions architecturales, à la diminution des gaz à effet de serre, au développement des énergies renouvelables, à la protection de l'environnement ainsi qu'à la préservation de l'identité rétaise, tels sont les objectifs ambitieux auxquels cette rencontre-débat répondra ce soir. Je vous souhaite, à toutes et à tous, d'excellents échanges.